

JUSTICE

Crise au bâtonnat de Constantine

Une crise larvée secoue le bâtonnat de Constantine à la veille de l'assemblée générale électorale des membres de son conseil régional, qui englobe également les cours de justice des wilayas de Jijel et de Skikda. Pas moins de dix-sept avocats inscrits au barreau de Constantine ont annoncé, hier, le retrait de leur candidature à ces joutes électorales, prévues samedi prochain.

Une scission au sein même du conseil sortant, composé de 31 membres, serait à l'origine de cette crise qui dénote, a priori, d'une guéguerre de leadership tacite puisqu'à la tête des robes noires qui ont annoncé leur retrait, on retrouve celui que l'on présente officieusement, au sein de la corporation des avocats, comme vice-bâtonnier et non moins successeur potentiel de Me Lanouar, qui est demeuré à la tête de l'organisation 24 années durant, soit l'équivalent de 8 mandats de 3 ans. «Des ténors» du conseil sortant figurent également parmi les 17 récalcitrants, qui dénoncent une tentative de «confiscation du libre choix des confrères et consœurs électeurs à travers l'établissement préalable d'une liste de candidatures, conjoncturelle et à des fins précises qui ne sert nullement la profession et touche à l'honneur et la considération de l'avocat».

Ces derniers évoquent néanmoins deux raisons majeures ayant motivé leur décision de retrait. La première est d'ordre éthique

en réaction aux lettres anonymes qui ont circulé ces derniers jours parmi la corporation, remettant en cause l'intégrité de certains d'entre eux qui seraient des candidats en force à ces joutes. «Réhabiliter la profession d'avocat et veiller sur les intérêts moraux des confrères et consœurs à travers la condamnation du contenu des lettres de la honte anonymes...».

Sur cette question, les signataires du communiqué parvenu hier à notre rédaction dénoncent l'inertie du conseil de l'organisation, et à sa tête le bâtonnier, qui n'aurait pas, selon eux, assumé leurs responsabilités en s'opposant à une telle dérive, conformément à l'esprit de l'article 115 du décret du 04.09.1995 portant homologation du règlement intérieur de la profession d'avocat, qui stipule que : «le bâtonnier et les membres du conseil de l'organisation sont chargés de l'organisation des élections et sont tenus, durant la période électorale, d'adopter une attitude honorable, saine et équitable et de s'interdire tout favoritisme



Photo : DR.

au profit d'un candidat et au détriment d'un autre, y compris dans le cas où ils sont eux-mêmes candidats». La deuxième raison invoquée a trait à l'aspect légal du déroulement des élections qui doivent se tenir durant le mois qui suit

l'ouverture officielle de l'année judiciaire, conformément à l'article 37 du décret 01-04 portant organisation de la profession d'avocat.

Or, dans le cas du bâtonnat de Constantine, lors de la première assemblée générale électorale

tenue en date du 27 novembre 2010, les élections ont été reportées en raison de quorum non atteint. Elections qui devraient se tenir dans tous les cas de figure pendant la deuxième assemblée générale organisée le 25

décembre dernier, indépendamment du nombre de présents, comme stipulé dans l'article 34 de la loi 04-91. Dès lors, les signataires du communiqué considèrent que le deuxième report des élections à la date du 15 janvier 2011 n'a aucun fondement légal, considérant que «la seule personne habilitée à prononcer exceptionnellement le report des élections qui devaient se tenir lors de la deuxième assemblée générale électorale est le ministre de la Justice, garde des Sceaux, conformément au deuxième paragraphe de l'article 37 de la loi 04-91». La tenue de la dernière assemblée générale en dehors du siège de la cour de Constantine, qui ne serait pas conforme aux textes régissant la profession, la question des procurations et d'autres aspects juridiques laissés en suspens sont également cités par les signataires du communiqué, qui ont lancé un appel à leurs collègues pour boycotter les élections et retirer leurs procurations jusqu'à ce que soient réunies les conditions nécessaires pour la tenue d'élections «propres».

K. G.

EXPLOITATION DES ENFANTS

Plaidoyer pour la mise en place d'un système national d'information

Alors que l'exploitation des enfants bat son plein depuis des décennies, la problématique des chiffres contradictoires empêche la mise en place d'une véritable stratégie de défense de cette frange de la population. C'est le constat établi, hier, par M. Mekki, consultant et ancien vice-président de la Forem.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - L'absence d'un système national d'information empêche de connaître avec exactitude la réalité de l'exploitation des enfants. Société civile et pouvoirs publics avancent des chiffres contradictoires.

C'est ce qu'a relevé, hier, M. Mekki, consultant international, lors d'une conférence-débat sur les droits de l'enfant et de la femme au Centre de presse *El Moudjahid*. Selon l'intervenant, la Forem a publié depuis 2006 une étude qui montre que près de 300 000 enfants travaillent alors que le ministère de la Santé a livré récemment les résultats d'une autre étude faisant état d'environ 340 000 mineurs qui travaillent.

De son côté, le ministère du Travail avance un taux de 0,17%. «Nous ne pouvons faire des

recherches en l'absence de vraies statistiques», a indiqué le conférencier. Cette problématique, poursuit-il, empêche d'avoir des institutions sur le terrain aptes à améliorer la situation des enfants ou de trouver une solution radicale à ce problème. De son côté, M^{me} Nadia Aït Zai, directrice

du Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (Cidef), estime que les chiffres, quand bien même ils sont contradictoires, ne doivent pas freiner la lutte contre l'exploitation ou les violences à l'égard des enfants.

«Au-delà des chiffres contradictoires, même s'il existe un seul enfant qui travaille, nous devons empêcher cela», a-t-elle indiqué.

La juriste a ensuite évoqué toutes les modifica-

tions que la législation algérienne a tenté d'apporter en matière de droits de la femme.

Cependant, estime-t-elle, l'inégalité entre l'homme et la femme demeure toujours. C'est également le cas des enfants.

Ces derniers, a souligné M^{me} Aït Zai, notamment les enfants nés hors mariage et ceux adoptés dans le cadre de la kafala, rencontrent plusieurs obstacles que la loi ne prend pas en charge.

S. A.

SELON MAÎTRE AZZI :

1 347 émeutiers ont été arrêtés

Maître Merouane Azzi, responsable de la Commission d'application des dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, près la cour d'Alger, a levé toute équivoque sur le nombre d'émeutiers arrêtés lors des récentes manifestations qui ont secoué le pays.

Selon cet avocat, 1 347 jeunes émeutiers ont été interpellés par la police,

dont 350 mineurs. Ces derniers, a-t-il précisé, ont été relâchés immédiatement après la signature par leurs familles des procès-verbaux au commissariat de police, s'engageant à les surveiller.

Pour les détenus majeurs, ils seront présentés devant les tribunaux pour être jugés sur les faits qui leur sont reprochés.

Concernant les organi-

sations qui ont dénoncé l'arrestation des émeutiers et appelé à leur libération, M^e Azzi estime qu'elles font dans la provocation.

Ce dernier, tout en se disant ne pas être de leur avis ni de l'avis de ceux qui jugent que ces jeunes émeutiers doivent payer pour leurs actes, estime que seule la justice est habilitée à prononcer des verdicts.

S. A.

La DG de l'URBAB nous écrit

Suite à l'article intitulé «La mort lente des bureaux d'étude», paru dans notre édition du 29 décembre 2010, nous avons reçu les précisions suivantes de la part de la directrice générale de l'URBAB.

L'URBA Blida n'a été destinataire d'aucune notification écrite signifiée par l'Assemblée populaire de Chéraga, quant à l'annulation de l'attribution provisoire de l'étude et suivi de l'extension de 6 classes à l'école Sidi-Hassen.

L'URBA Blida, suivant son engagement pris, a accordé à l'Assemblée populaire de Chéraga, en date du mois d'août 2010, un rabais substantiel ramenant le montant de notre offre de : 2.051.256,84 DA à 1.267.831,32 DA.

Le contrat de maîtrise d'œuvre du projet étude et suivi a été déposé en date du 24/10/2010, sous le N°520/DT au nombre de 03 exemplaires.

Un contrat de maîtrise d'œuvre du projet pour engagement déposé en date du 15/11/2010, sous le N°563/DT au nombre de 07 exemplaires ; ce contrat déposé n'a enregistré aucune réserve de quelque forme soit-elle.

La phase N°01 portant esquisse a été déposée à la date du 09/12/2010, sous le N°634/DT, avant même l'engagement contractuel de l'Assemblée populaire de Chéraga.

Nous restons fortement attachés à notre devise de toujours répondre de la manière la plus favorable qui soit pour servir du mieux que nous savons le faire et très confiants quant à privilégier, développer et entretenir de bonnes relations figées par les règles de commercialité.